

Recherche :

une politique gouvernementale dangereuse

Chirac, Villepin et Sarkozy persévèrent et signent : par ordonnances, en catimini, ils s'apprêtent à casser le code du travail, privatiser, prendre des mesures populistes ...

L'emploi est déclaré priorité nationale mais de Sevider à Nestlé en passant par Saint-Yorre et la Samaritaine, ce sont les salariés que le patronat jette sans aucune réaction de la part de ce gouvernement. Par contre, durant les 6 premiers mois de 2005, les actions ont autant progressé que tout au long de l'année 2004 !

Les électeurs l'ont clamé lors du référendum, il y en a plus qu'assez de ces choix politiques qui, en France et en Europe, génèrent encore plus de chômage, de précarité, d'exclusion, de casse des services publics... nous impose une société particulièrement inégalitaire. Droite, gouvernement et Medef ne pourront pas faire la sourde oreille longtemps, nier les exigences de vie meilleure, de changement, partagées par un nombre de plus en plus important de nos concitoyens. Et ces derniers refusent d'attendre les élections de 2007 ! Les conflits médiatiques des présidentiables, à droite comme au PS, sont à des années lumières de ces attentes. Les électeurs du NON de gauche, d'autres qui, en votant OUI, ont cru voter pour une Europe socia-



le et démocratique, n'ont pas tourné la page.

C'est bien maintenant que doivent être contestées, mises en échec les mesures gouvernementales anti-sociales d'une rare violence à l'encontre des familles populaires comme par exemple le contrat d'essai de 2 ans. Ne laissons pas la fatalité s'installer. Pour battre durablement la droite, le patronat et leur projet de société, les communistes veulent agir pour créer une alternative, un véritable changement de politique et pas une simple alternance. Et ainsi répondre à ces ques-

tions : quelle politique, où prendre l'argent, pour qui, avec qui, comment ? C'est à la fois par les luttes et les votes que nous voulons contester et dépasser ce système capitaliste qui sacrifie l'emploi et les besoins humains au seul critère de la rentabilité des capitaux ?

Ces questions sont d'actualité ; leurs réponses dépendent pour beaucoup de la mobilisation de tous les concernés. Pour notre part, avec nos propositions et notre projet, nous voulons contribuer à un rapport de force, à un rassemblement populaire victorieux. ●



Notre temps est celui de la recherche



Dans un monde où il n'y aurait plus qu'un système, cet obscur besoin de chercher ailleurs, de chercher autrement, de chercher le pourquoi et le comment, continue d'agiter notre espèce en dépit des tentatives de désespérance.

Ce besoin humain sera de plus en plus nécessaire : faire face à la catastrophe climatique en marche, s'attaquer aux problèmes de l'énergie, à celui des ressources en eau, aux nouveaux risques sanitaires, aux épidémies et épizooties modernes, faire face aux risques alimentaires, à la pollution... La liste est

longue des défis lancés à l'espèce humaine.

L'humanité a, plus que jamais, les ressources pour affronter ces menaces qu'elle a parfois contribué à créer. Pour cela, il lui faudra déployer encore plus d'efforts, plus d'inventivité, plus de transparence. Il lui faudra mobiliser toutes les énergies, inventer de nouvelles coopérations et de nouveaux moyens d'échange des savoirs.

Alors que cette conscience est de mieux en mieux partagée, nos gouvernants - rédacteurs du projet de constitution européenne en tête - ne nous parlent que de compétiti-

tivité économique, de valorisation industrielle et de résultats applicables. S'il est souhaitable de renforcer les liens entre la recherche et l'industrie, un tel objectif ne peut qu'apparaître secondaire devant l'urgence et la gravité des problèmes qui nous sont posés.

Pour la France, depuis près de dix ans, l'objectif d'un effort national de recherche à hauteur de 3 % du PIB (produit intérieur brut) est claironné par les gouvernements de gauche comme de droite. Dans la même période, cet indicateur est passé de 2,4 % à quelque 2,15 % (il est de 3,5 % pour la Finlande, 3,1 % pour le Japon, 2,8 % aux États-Unis ou 2,5 % en Allemagne). Alors que cette décennie a révélé la plupart des menaces citées, notre effort national de recherche a baissé de près de 10 %.

Pis, les contraintes pour une recherche finalisée, instrumentalisée au service de la guerre économique se sont accrues. Une partie grandissante de ces crédits nationaux sert finalement à la rentabilité du secteur privé alors que, parallèlement, celui-ci, délaissant les investissements à long terme, se défait de ses propres outils de recherche. Outre son impact désastreux sur l'emploi scientifique, ce double mouvement prend en étau non seulement la recherche fondamentale, mais, au-delà, tous les secteurs de la recherche non rentable (environnement, développement, sciences humaines...).

Il faut briser cette politique. Il faut restaurer le système public de la recherche et, pour cela, augmenter très significativement l'effort national en doublant son budget de la recherche publique, et remettre le secteur privé face à ses responsabilités en créant des dispositifs le contraignant à développer les recherches dont il a besoin pour assumer son développement. Le futur est aussi à ce prix. ●





PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ : UNE MAUVAISE RÉPONSE

Le gouvernement vient de lancer une nouvelle politique de « pôles de compétitivité » susceptibles de renforcer la spécialisation de l'industrie nationale, de créer des conditions de l'émergence de nouvelles activités porteuses sur les marchés internationaux afin d'améliorer l'attractivité du territoire et de lutter contre les délocalisations.

Le gouvernement a sélectionné 67 projets au lieu de 15 prévus à l'origine qui recevront des aides de l'État. Cependant le discours du Premier ministre laisse penser que 6 pôles d'envergure mondiale recevront l'essentiel des aides, les financements prévus pour cette stratégie n'étant pas à même de valoriser les 67 projets.

Une partie des 1,5 milliard d'euros prévus proviendra des fonds de l'Agence Nationale de la Recherche. De même, une partie des 3000 postes créés au budget 2006, suite au mouvement des chercheurs, iront aux pôles de compétitivité. Le gouvernement détourne ainsi une partie de ce que le gouvernement s'était engagé à consacrer à la Recherche fondamentale et aux universités. Une autre part du financement serait issue des privatisations des grandes entreprises publiques (France Télécom, Edf, Gdf) ce qui accentuera une perte de maîtrise dans des domaines essentiels. Cela est inacceptable et en décalage complet avec les ambitions proclamées.

Au moment où le gouvernement joue la montre dans l'élaboration de la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche, il avance concrètement sur l'organisation de sa politique dans le pays en essayant de contourner ce qu'a porté le mouvement des chercheurs.

L'apport de crédits publics n'est pas forcément de nature à modifier quoi que ce soit à la stratégie des grands groupes massivement présents dans ces pôles. Nombreuses sont les entreprises qui continuent d'afficher leur volonté de poursuivre les délocalisations. De plus, il faut craindre dans un pays qui a déjà tant souffert de la mono industrie, qu'une spécialisation régionale ne favorise des délocalisations sur le territoire national. Les formes d'aides proposées (exonération de charges fiscales et sociales sans aucune exigence en matière d'objectifs et d'obligations pour les entreprises) ont montré leur inefficacité dans le passé, notamment en matière d'emploi.

Le pilotage à vue de la recherche par l'aval industriel peut tarir la source des idées. Les équilibres entre accroissement des connaissances, recherche finalisée et innovation sont fragiles et aucune règle, voire aucune réflexion, ne sont engagées au sein du gouvernement sur ce sujet.

Les services publics de recherche financés par la collectivité se trou-

vent ici contractuellement liés à court terme avec des groupes industriels, soumis à leurs conditions. A terme proche c'est l'avancée des connaissances qui serait en danger.

Face à une telle politique il est indispensable de réaffirmer :

- la nécessaire augmentation des crédits récurrents de la recherche publique, l'amélioration des statuts de ses personnels, ainsi que des créations d'emplois,
- l'arrêt indispensable du désengagement des entreprises en matière de recherche et d'emplois scientifiques,
- un engagement de l'État sur de grands programmes nationaux, voire européens (énergie, santé, transport, culture, habitat, communication ...) favorisant le développement de larges secteurs économiques.

La réussite de cette autre politique de recherche que nous voulons, passe par l'impulsion et la mise en œuvre de coopérations construites entre tous les acteurs et non pas par une mise en concurrence où le plus fort financièrement parlant est sûr de l'emporter.

Scientifiques, usagers, élus, salariés doivent prendre toute leur place dans ce débat et cette action essentielle pour l'avenir. ●

Recherche : les propositions des Communistes

La Recherche et l'Enseignement supérieur sont au centre d'enjeux de civilisation fondamentaux. Ils renvoient, pour nous, à l'émancipation humaine dans toutes ses dimensions. Face aux défis qu'aborde l'humanité, face à ses énormes potentialités, il faut plus que jamais, chercher, s'interroger, comprendre, inventer. Cet effort exigé de la nation, comme de l'Europe, loin d'être un simple coût, est au contraire l'un des moyens du développement de toutes les capacités humaines, individuelles et collectives. Des logiques diverses s'affrontent, dans la société, à propos de la recherche. Or, dans la guerre économique que se livrent les multinationales pour la conquête des marchés, la course à l'innovation joue un rôle de plus en plus décisif, mais c'est le profit et non le développement humain qui en est le moteur. Pour la connaissance, comme pour l'innovation, cette logique induit de graves distorsions. La recherche ne peut avoir pour fonction de fournir les bases scientifiques de la compétition économique. Aujourd'hui, le secteur public est soumis à un étranglement budgétaire des laboratoires publics, et à une modification de ses objectifs visant à le mettre à la remorque du secteur privé. Le secteur industriel connaît l'instabilité due aux exigences de rentabilité à court terme. Les grandes entreprises ont tendance à diminuer ou au mieux à laisser stagner leurs dépenses de recherche et à se reposer sur les PME innovantes qui prennent tous les risques.

Pour desserrer la contrainte de la rentabilité, le Parti Communiste se veut force de propositions.

1- La démocratie

Les citoyens doivent avoir des lieux permanents pour pouvoir participer en connaissance de cause aux orientations, aux choix scientifiques et technologiques

- Le PCF soutient la proposition d'un **Haut-Conseil de la Science** formulée aux Etats généraux de la recherche. En effet, les orientations de la recherche doivent découler de choix collectifs effectués en connaissance de cause dans l'indépendance, le pluralisme et la représentativité réelle des instances scientifiques.

- Il nous paraît également nécessaire de **développer largement les compétences d'instances pluralistes existantes** chargées de la prospective scientifique et de l'évaluation qui selon nous sont deux moments fondamentaux et intimement liés de toute politique de recherche transparente.

Dans le secteur privé, il faut, également, procéder à une démocratisation pour échapper à la fuite en avant de la rentabilité financière. Ce problème est particulièrement crucial pour la recherche pharmaceutique.

- Pour des biens publics fondamentaux, pourquoi ne pas imaginer **des conseils scientifiques composés de chercheurs, d'élus, de salariés des entreprises, de citoyennes et de citoyens...**

2- Service public et financement

La politique de recherche nécessite l'existence d'un fort secteur public de la Recherche dont l'une des missions, indispensable pour la société, doit être l'avancée continue des connaissances. Le rôle des organismes publics en matière de prospective scientifique demeure incomparable. La coopération entre les entreprises et entre le service public de recherche et d'enseignement supérieur est devenue la règle. Cette règle s'accompagne de contraintes de tout ordre : l'indigence budgétaire, l'impossibilité de prendre des initiatives d'ampleur, et bien souvent l'obligation de permettre aux entreprises privées de profiter sans contrepartie de son potentiel humain. Il faut donner au service public les capacités d'initiatives indispensables à la réalisation des grands projets. Il faut donc soustraire la variété infinie des sujets à explorer aux critères très réducteurs de la rentabilité financière.

- La part de financement de l'Etat doit être substantiellement augmentée de façon à assurer une partie déterminante du financement de base des Laboratoires et des équipes. Cela suppose **d'importantes mesures de rattrapage** pour compenser les restrictions considérables de la décennie précédente. Le financement provenant du Budget Civil de Recherche Développement **ne devrait jamais être inférieur**

à 2/3 des besoins des laboratoires. Il en va du développement de nouveaux sujets et du développement des programmes en cours, des postes stables doivent être créés.

- Le Parti communiste fait la proposition du **doublage du BCRD sur une législature.** Cette proposition vise à renforcer effectivement le potentiel humain.

3- La fiscalité

On ne peut accepter plus longtemps que les entreprises se défaussent sur l'argent public de l'effort national en matière de recherche.

- Nous pensons qu'il faut réformer la fiscalité. Il pourrait être créé **un impôt nouveau, libérateur pour les entreprises qui font la preuve de leur investissement recherche** et de l'embauche au niveau doctoral.

4- Europe, Monde

Sur l'Europe et le Monde, la politique de recherche doit viser le développement de tous les peuples, au moyen d'une coopération internationale élargie qui permette de faire de tous les pays des producteurs de connaissances.

- La première des urgences consiste à **retirer du champ des négociations de l'OMC**, la recherche et l'enseignement supérieur public. La construction de l'espace européen de la Recherche et de l'enseignement supérieur doit être dotée des moyens d'une politique tournée vers la satisfaction des besoins humains

- La seconde urgence est de donner au parlement européen, aux salariés et aux citoyens, des pouvoirs nouveaux de contrôle et d'intervention sur les aides financières massives prodiguées aux grands groupes mondiaux.

- La troisième urgence consiste à orienter de façon décisive la politique de recherche et d'enseignement supérieur vers une **aide réelle, matérielle et intellectuelle à tous les pays émergents ou en voie de développement.** Il faut à tout prix rechercher le co-développement et les coopérations plutôt que des concurrences désastreuses. Le partage des savoirs, voilà, à nos yeux un des défis majeurs pour la recherche.

Les questions de la recherche sont des questions éminemment politiques. Elles renvoient à l'incessante baisse des investissements publics, elles renvoient à l'utilisation de l'argent dans les entreprises, elles renvoient à la gestion du déficit public, elles renvoient à une réforme de la fiscalité, elles renvoient à d'autres conceptions du pouvoir. Elles renvoient à mon sens à des ruptures avec l'existant qui engagent des choix politiques structurants. ●

Le Parti Communiste vous propose aujourd'hui de donner de la force à votre engagement en le rejoignant en : pour bâtir un rassemblement large, une union populaire capable de changer la vie.

Nom : Prénom :

Adresse :

Email :

A renvoyer à : Maison des communistes : 45 Rue Marat – 94200 Ivry-sur-Seine
Tél. 01 49 87 10 90 – pcf@wanadoo.fr